

Mise à jour : vendredi 11 janvier 2013 17h10

SNCB

Les Luxembourgeois dans «le train de la colère»

Source: lavenir - Dominique ZACHARY



Dominique Tilmans, François Bellot, le président d'Idélux Deblire: tous font bloc autour du gouverneur Caprasse.

Éric Herchaft © Reporters

GOUVY/ARLON/LIBRAMONT - La province de Luxembourg fait front face au plan d'investissements de la SNCB. Toutes les forces vives autour du gouverneur Caprasse.

Faisant déjà peu le poids par son nombre d'habitants et éloignée de Bruxelles où se prennent les décisions, la province de Luxembourg a intérêt à parler d'une seule voix si elle veut faire plier la SNCB et le gouvernement fédéral dans les investissements ferroviaires prioritaires.

Seule l'émergence d'un front uni des Luxembourgeois peut donc avoir un minimum d'efficacité.

Et si d'aventure les Luxembourgeois font monter dans leur train les voisins liégeois, namurois et surtout grand-ducaux, eux aussi concernés, alors le successeur du ministre fédéral Magnette ne pourra rester insensible aux protestations qu'il recevra.

Rencontrer le successeur de Magnette

Le contexte, on le connaît.

Révéle dans nos colonnes le 15 novembre, le plan d'investissements 2013-2025 de la SNCB fait trembler le Luxembourg. Quatre lignes répertoriées C y passeraient à la trappe, faute d'entretien et modernisation : les lignes 42 (Liège-Gouvy), 43 (Liège-Marloie), 165 (Bertrix-Libramont) et 166 (Athus-Arlon). On ne sait toujours pas selon quels critères (comptage des voyageurs?) la SNCB a catégorisé ces lignes.

Hier à Libramont, le gouverneur du Luxembourg, Bernard Caprasse, a convoqué toutes les forces vives de la province pour préparer une riposte à ce plan.

Il ne faut plus tarder. Les conseils d'administration de la SNCB et d'Infrabel ont déjà donné leur aval. Reste au gouvernement fédéral à avaliser ce plan ou l'amender. C'est à ce niveau qu'il faut se battre. Le successeur du ministre Paul Magnette (qui va devenir bourgmestre de Charleroi d'ici la fin du mois) devra prendre sa décision pour avril ou mai au plus tard.

«Ce plan de la SNCB est imbuvable pour les Luxembourgeois, dit le gouverneur Caprasse. Avec les syndicats et les représentants de chaque parti politique en Luxembourg, nous allons former un comité de vigilance qui va rencontrer le plus tôt possible le ministre qui succédera à M. Magnette.»

Tout pour Gosselies

Comme priorités dans leur argumentaire, syndicats et politiques du Luxembourg demandent que la modernisation et les travaux sur la ligne 162 (Bruxelles-Arlon) soient retirés de la clef de répartition d'investissements 60/40 entre la Flandre et la Wallonie, et fassent partie d'un traitement financier à part, à l'instar des lignes TGV ailleurs en Belgique.

«Soixante millions d'euros étaient disponibles à l'Europe et auraient pu être affectés à cette ligne 162», fait remarquer François Bellot, le sénateur-bourgmestre de Rochefort (MR).

«J'espère que notre combat n'est pas un jeu de dupes. Il reste 2 milliards dans l'enveloppe du plan d'investissements SNCB pour le développement des réseaux. Or, la plus grosse partie de cette enveloppe va être mangée par le raccordement à Gosselies (Charleroi)», ajoute une autre sénatrice, Cécile Thibaut (Écolo).

Le « train de la colère »

Dans sa stratégie auprès du gouvernement fédéral mais aussi du gouvernement wallon, le front commun luxembourgeois compte sur un allié de poids, le gouvernement grand-ducal. «Il est temps que le Grand-Duché soit considéré par la SNCB comme un interlocuteur privilégié», martèle le gouverneur Caprasse.

Troisième priorité, qui va de soit : revoir cette incompréhensible classification des lignes ferroviaires A, B et C et savoir, auprès de la SNCB, quels sont les critères qui ont présidé à cette répartition.

Enfin, mode de pression ultime, les Luxembourgeois envisagent d'organiser «un train de la colère» jusqu'à Bruxelles, s'ils n'étaient pas entendus par le gouvernement fédéral. L'idée vient de Bruno Antoine (CSC), reprise par Joël Thiry (FGTB).

« Mais qu'on ne se leurre pas, la SNCB connaît un gros problème financier et met la priorité sur la sécurité. Nous ne pourrons tout obtenir. Il faudra se montrer raisonnable dans notre démarche», pondère Dominique Tilmans, sénatrice MR.